



Conseil économique et social

Distr. générale
14 avril 2014
Français
Original : anglais

Session de 2014

Point 5 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Lettre datée du 3 avril 2014, adressée au Président du Conseil économique et social par la Représentante permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport national du Qatar intitulé « Planification et mise en œuvre nationales du développement : développement humain, développement durable et bien-être national » en vue de l'examen ministériel qui aura lieu lors du débat de haut niveau de la session de 2014 du Conseil économique et social (voir annexe).

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil, au titre du point 5 c) de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Alya Ahmed S. **Al-Thani**

* E/2014/1/Rev.1, annexe II.



**Annexe à la lettre datée du 3 avril 2014 adressée
au Président du Conseil économique et social
par la Représentante permanente du Qatar
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Planification et mise en œuvre nationales du développement :
développement humain, développement durable et bien-être
national**

Résumé

Les gouvernements du monde entier mettent de plus en plus l'accent sur le développement durable et sur le programme de développement pour l'après-2015. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue en juin 2012, le Qatar a réaffirmé son engagement en faveur du développement durable et de la promotion du bien-être national et d'un avenir assuré sur les plans économique, social et environnemental. La planification nationale du Qatar tient compte des trois piliers du développement durable.

Les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 et sa stratégie nationale de développement pour 2011-2016 constituent un programme d'initiatives visant à maintenir un équilibre entre les besoins de développement du pays et la nécessité de garantir une prospérité durable aux générations futures. En 2013, le pays a réalisé un examen des progrès accomplis dans l'exécution de la stratégie nationale de développement, notamment des réalisations, des difficultés rencontrées et des orientations pour la période 2014-2016. L'examen à mi-parcours de la stratégie a été réalisé avec la participation active des parties prenantes.

Le Qatar est résolu à promouvoir le bien-être de sa population et a fait des progrès considérables pour ce qui est du développement humain – passant du cinquante-septième rang (en 1997) au trente-sixième rang (en 2012) sur 187 pays selon l'indice de développement humain du PNUD. Pour poursuivre dans cette direction, il devra continuer d'investir dans le domaine social, en particulier dans la jeunesse. Cependant, le succès global de la réalisation des objectifs nationaux de développement ne saurait être évalué à l'aide des seuls indicateurs traditionnels. Selon des mesures subjectives du bien-être, au Qatar, 84 % des membres des ménages se sont déclarés très satisfaits ou relativement satisfaits de leur vie.

La rapidité du développement des infrastructures et de l'accroissement de la population ainsi que les modifications des comportements sociaux amenés par la richesse financière du pays créent des pressions et des tensions. De 2008 à 2013, la population du Qatar est passée de 1,4 million d'habitants à plus de 2 millions. L'accroissement rapide de la population d'expatriés et de la main-d'œuvre étrangère pose une vaste gamme de problèmes pour la planification nationale et sectorielle.

La population du Qatar est jeune et la proportion de jeunes du groupe d'âge de 15 à 24 ans a crû rapidement, passant de 14 % de la population en 2000 à 15,4 % en 2012. En consacrant du temps, des efforts et des ressources à sa jeunesse, le Qatar offrira aux jeunes garçons et filles plus de perspectives et de choix tout au long de leur vie et contribuera à développer le capital humain nécessaire pour réaliser ses ambitions à l'horizon 2030. Le Ministère de la jeunesse et des sports, créé en 2013,

renforcera l'appui et les investissements en faveur des programmes destinés à la jeunesse et fera entendre la voix des jeunes dans l'élaboration des politiques et des décisions.

L'examen à mi-parcours de la stratégie nationale de développement a permis de dégager plusieurs conclusions. Les ministères et organismes doivent établir des plans d'exécution axés sur la stratégie et il faut créer des mécanismes qui améliorent la collaboration à l'échelle des secteurs, entre les secteurs et entre les différents organismes en vue de la réalisation des projets relatifs à la stratégie. De plus, il faut d'urgence doter les ministères et les organismes chargés de réaliser les projets de moyens techniques et de capacités de gestion de projet supplémentaires afin qu'ils soient mieux à même d'exécuter, de suivre et d'évaluer les projets et d'élaborer des politiques.

I. Introduction : Cadre du plan national de développement du Qatar

1. Au fil du processus intergouvernemental de haut niveau qui a pour objectif d'établir un ensemble d'objectifs de développement durable ainsi que les cibles et indicateurs contrôlables y relatifs qui constitueront le programme de développement pour l'après-2015, les dirigeants du monde entier ont de plus en plus mis l'accent sur le fait que le développement durable est le seul moyen qui s'offre d'assurer notre avenir et celui de nos enfants. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012, le Qatar a réaffirmé son engagement en faveur du développement durable. Les orientations du Qatar en matière de développement national visent à trouver un équilibre entre le développement social, la croissance économique et la protection de l'environnement et tiennent compte de ce que ces trois aspects sont interdépendants.

2. Lancées en novembre 2008 par S. A. Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, qui était alors le Prince héritier, les ambitions du Qatar à l'horizon 2030¹ définissent les objectifs de développement à long terme du pays et prennent pour assises le principe de la viabilité. Les ambitions incorporent le développement durable en s'appuyant sur les quatre piliers interdépendants du développement que sont les aspects humain, social, économique et environnemental du développement. Devant les difficultés auxquelles le pays fait face, les ambitions prévoient que le développement national devra être mené avec responsabilité et respect et qu'il devra intégrer de façon équilibrée les dimensions économiques, sociales et environnementales de la croissance. Elles tiennent compte de l'importance cruciale des alliances régionales et internationales qu'il faudra établir dans le cadre du partenariat mondial pour le développement.

3. Les ambitions prévoient qu'en 2030, le Qatar sera devenu un pays dynamique, prospère et avancé, avec un niveau de vie élevé et une prospérité viable profitant à l'ensemble de ses habitants. La stratégie nationale de développement du Qatar pour 2011-2016¹ qui a été lancée en mars 2011 constitue un programme d'action sur six ans; elle vise une croissance de la prospérité nationale respectueuse des contraintes environnementales et intègre pleinement la question de la viabilité. Son objectif est de faire avancer la transformation nationale vers les cibles et objectifs qu'elle-même a retenus. Elle constitue la première stratégie de développement du pays et comporte aussi des initiatives de modernisation des institutions publiques. Elle comprend des programmes, projets et initiatives de développement prioritaires dans 14 secteurs dont elle fixe les résultats et cibles connexes qui devront être atteints en 2016. Ces cibles et résultats constituent un sous-ensemble de ceux qui sont énoncés dans 14 rapports stratégiques sectoriels complets.

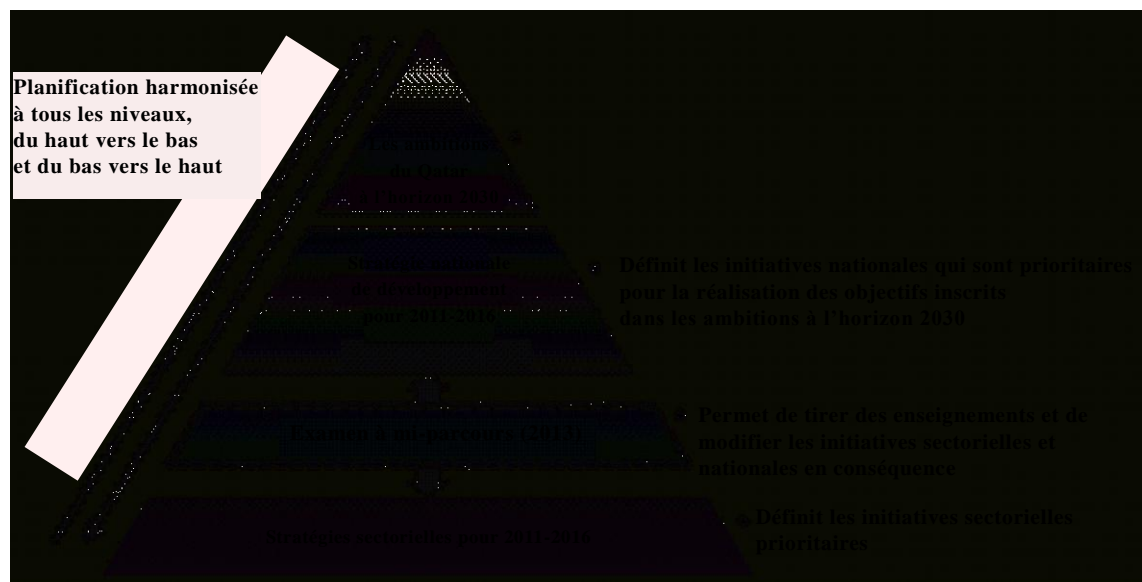
4. Un examen réalisé à la fin de 2013, c'est-à-dire à mi-parcours du cycle de planification de six ans, a permis d'évaluer les progrès réalisés dans l'exécution de la stratégie, de tirer des enseignements dont il sera tenu compte à l'avenir dans la planification et l'exécution de la stratégie et de recenser les lacunes les plus graves. Il a également permis de recenser les nouvelles priorités de développement apparues en 2010-2013, c'est-à-dire celles qu'on ne pouvait prévoir en 2010 lorsque la stratégie a été élaborée, et d'apporter les changements nécessaires aux niveaux

¹ Voir www.gsdp.gov.qa/.

national et sectoriel. Le cadre de planification du développement national du Qatar, qui est complet, intégré et cohérent et qui est approuvé et appuyé sans réserve au plus haut niveau politique, est illustré à la figure I ci-dessous.

Figure I

**Stratégie nationale de développement du Qatar pour 2011-2016 :
un cadre intégré de planification nationale**



5. Avec l'aide des ministères et organismes publics compétents, du secteur privé et de la société civile et en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Qatar, parallèlement, établit périodiquement des rapports nationaux sur le développement humain portant sur des thèmes choisis. Ces rapports sont destinés à faciliter la planification du développement du pays et les initiatives politiques connexes et à fournir des renseignements utiles à cet égard. Ils constituent des outils d'orientation et de mobilisation et suivent les objectifs fixés par les ambitions. Le premier rapport de ce type qu'a présenté le Qatar (2006) traitait de divers aspects généraux du développement humain, le deuxième (2009) mettait l'accent sur la promotion du développement durable et le troisième (2012) était axé sur le renforcement des capacités de la jeunesse qatarienne².

6. Les recettes considérables que le Qatar tire des hydrocarbures (gaz naturel et pétrole) lui offrent d'importants moyens d'investir dans des infrastructures d'envergure mondiale, de mettre en place des mécanismes efficaces de prestation de services, en particulier en matière de santé, d'éducation et de protection sociale, de se doter d'une main-d'œuvre productive et hautement qualifiée et de favoriser le développement de l'esprit d'entreprise et de capacités d'innovation. Grâce à sa richesse en ressources naturelles, le pays peut également investir dans des technologies nouvelles et dans des travaux de recherche et développement de pointe.

² *Expanding the Capacities of Qatari Youth: Mainstreaming Young People in Development*. Consultable à l'adresse : www.gsdp.gov.qa/.

Ces investissements devraient donc former une base solide qui permettra au Qatar de réaliser ses ambitions de développement durable à long terme.

Rôle des parties prenantes dans la planification nationale du développement du Qatar

7. Le Qatar s'efforce d'ouvrir à tous son processus de planification du développement et de le rendre hautement participatif. Le Ministère de la planification du développement et des statistiques, qui comprend le Secrétariat général de la planification du développement depuis juin 2013, coordonne la planification du développement, notamment les ambitions du Qatar à l'horizon 2030, la stratégie nationale et l'examen à mi-parcours de celle-ci ainsi que les rapports nationaux sur le développement humain. Tout comme celle de la stratégie proprement dite, la préparation de l'examen à mi-parcours de la stratégie a mobilisé les intervenants de tous les secteurs, y compris les ministères et les principaux dirigeants, mais aussi les nombreux représentants du secteur public, du secteur privé et de la société civile qui participent aux 14 équipes spéciales sectorielles.

8. Le Ministère de la planification du développement et des statistiques a créé un Bureau de la gestion des projets et, avec l'appui technique de ses départements organiques, il a élaboré des modèles, conçu des instructions et fourni une assistance à chacune des 14 équipes spéciales. Chaque équipe spéciale a ensuite effectué un examen complet des stratégies nationales relatives à son secteur, à partir de données factuelles, et présenté les progrès accomplis vers la réalisation de ses objectifs de développement. Pour ce faire, on a notamment utilisé les indicateurs liés aux cibles.

9. Les vastes et intenses consultations intersectorielles qui ont été réalisées, dont des entretiens, échanges de vues, débats et études, ont joué un rôle important pour garantir dès le départ la légitimité de ces démarches et leur prise en main résolue et positive. En outre, le Gouvernement a bénéficié de plusieurs contributions qui lui ont été des plus utiles pour repérer des lacunes de taille qui doivent être comblées par des politiques, des règlements et des investissements, y compris de la part d'organismes internationaux comme la Banque mondiale et le PNUD.

Application du principe de responsabilité

10. Durant la phase d'exécution de la stratégie nationale de développement, un Comité suprême de la planification du développement, présidé par le Prince héritier, a été créé et s'est réuni tous les trimestres pour examiner les progrès accomplis. Les principales tâches de ce comité consistaient à fixer les priorités de coordination de la stratégie et des politiques, compte tenu de l'interdépendance de certains aspects intersectoriels et des engagements mondiaux, à suivre, contrôler et évaluer les progrès accomplis dans l'exécution de la stratégie, et à prendre des mesures pour améliorer cette exécution.

11. À l'issue de la restructuration des ministères et organismes gouvernementaux effectuée en juin 2013, le Comité suprême de planification du développement a été remplacé au début de 2014 par le Comité suprême de suivi de l'exécution de la stratégie nationale de développement pour 2011-2016, présidé par le Premier Ministre et doté d'un mandat similaire à celui de l'ancien. Il doit se réunir tous les mois.

Portée du présent rapport

12. Le présent rapport est consacré aux progrès réalisés par le Qatar en matière de développement humain, de développement durable et de bien-être national. Dans la section III ci-dessous, on peut lire comment la croissance rapide de la population du pays présente une difficulté globale pour la planification et l'application de la stratégie, notamment pour ce qui est de la circulation des véhicules et de la sécurité routière. La dernière partie de cette section III est axée sur la jeunesse (voir par. 35 à 42). Un bilan des difficultés rencontrées et des enseignements tirés de l'exécution de la stratégie nationale de développement conclut ce rapport.

II. Développement humain, développement durable et bien-être national

13. Un des objectifs cruciaux de la planification du Qatar au niveau national est d'atteindre les niveaux les plus élevés de développement humain, c'est-à-dire de développer le capital humain et d'accroître les capacités, aptitudes et possibilités des individus, tout en trouvant un équilibre entre cet objectif et le développement durable. Les programmes et initiatives de la stratégie nationale de développement du Qatar visent à contribuer à atteindre cet objectif ambitieux et à maintenir un haut niveau de bien-être national. Les investissements dans le développement humain sont aussi essentiels pour la transition vers une économie fondée sur une connaissance plus diversifiée.

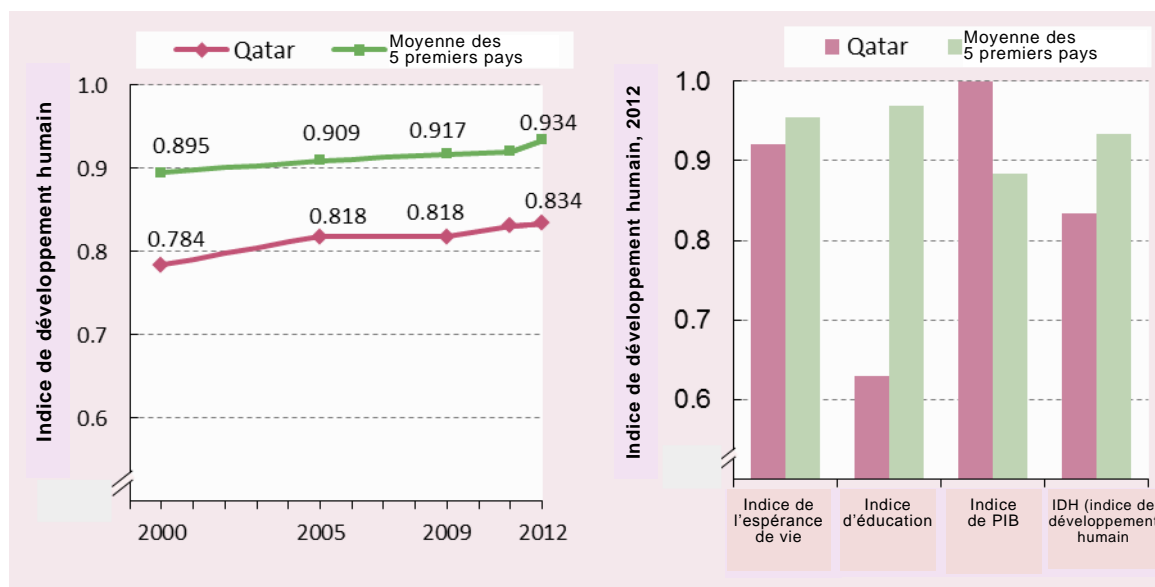
Développement humain

14. Entre 2000 et 2012, le Qatar a fait des progrès remarquables pour atteindre un haut niveau de développement humain mesuré par l'indice de développement humain du PNUD. Cet indice composite revêt trois dimensions : a) la capacité de vivre vieux et en bonne santé; b) le niveau d'éducation et de connaissances; c) l'accès à des ressources, à un emploi décent et à des revenus.

15. Le pays s'est hissé au trente-sixième rang sur 187 pays en 2012, alors qu'il n'occupait que le cinquante et unième rang 10 ans plus tôt. Le Qatar a progressé par rapport aux cinq pays en tête du classement mondial. Si l'on s'intéresse aux trois composantes de l'indice de développement humain, le pays arrive désormais deuxième au classement mondial de l'indice de revenu national brut par habitant, affichant un score supérieur de 13 % par rapport aux cinq premiers pays, et ses résultats en matière de santé sont exemplaires. Cependant, il est toujours loin derrière ces mêmes pays en ce qui concerne l'éducation (voir fig. II ci-dessous).

Figure II

Progrès du Qatar en matière de développement humain par rapport aux cinq pays en tête du classement mondial



Source des données : PNUD, 2013.

Trouver un équilibre entre le développement humain et la protection de l'environnement

16. Les ambitions du Qatar à l'horizon 2030 visent, en définitive, à trouver un équilibre entre les besoins de développement et la protection de l'environnement. Le développement durable contient l'engagement d'améliorer le bien-être humain, avec la contrainte supplémentaire que le développement doit avoir lieu dans les limites écologiques de la biosphère.

17. Les progrès réalisés dans ces deux dimensions du développement durable peuvent être évalués au moyen de l'indice de développement humain du PNUD comme indicateur du développement humain, d'une part, et de l'empreinte écologique du Fonds mondial pour la nature (WWF) comme mesure de la pression humaine exercée sur la biosphère, d'autre part. Un indice de développement humain d'au moins 0,8 et une empreinte écologique par habitant inférieure à la capacité biologique mondiale disponible par personne (1,8 hectare global par habitant) (Fonds mondial pour la nature, 2012) sont les deux conditions minimum d'un développement durable à long terme qui puisse être reproduit à l'échelle mondiale³.

18. En 2012, l'indice de développement humain du Qatar le plaçait au premier rang des pays du Conseil de coopération du Golfe; cependant, d'après le rapport du Fonds mondial pour la nature, intitulé *Rapport Planète vivante 2012. Biodiversité, biocapacité : faisons les bons choix*, entre 2007 et 2008, l'empreinte écologique du Qatar est passée de 10,5 à 11,7 hectares globaux par habitant, soit l'empreinte

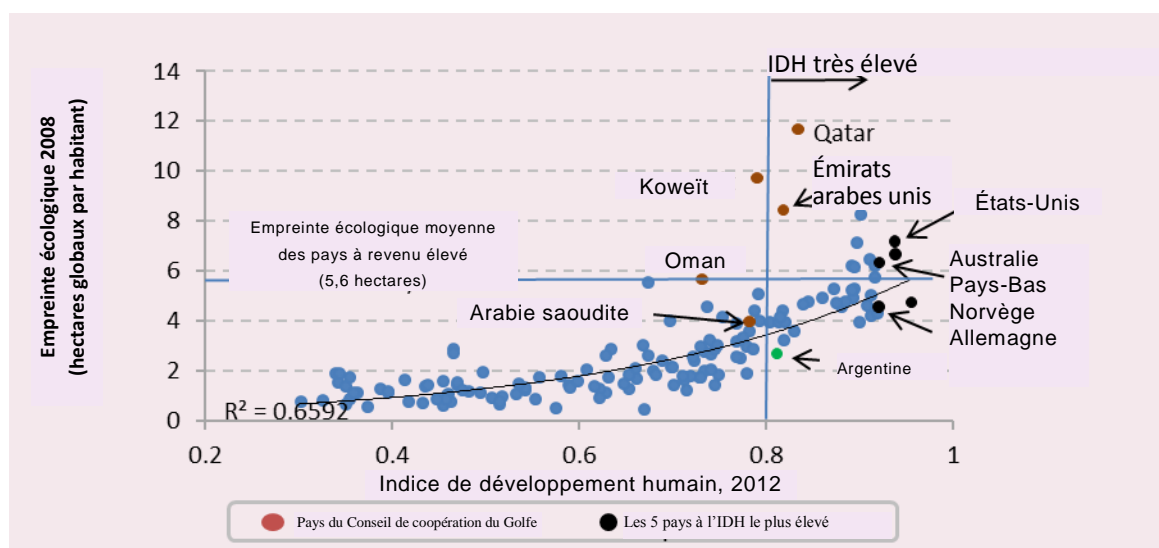
³ Moran et al., « Measuring sustainable development: Nation by nation », *Ecological Economics*, vol. 64, n° 3 (2008), p. 470 à 474.

écologique la plus importante des pays à revenu élevé, dont l'empreinte écologique moyenne est de 5,6 hectares globaux par habitant, la moyenne mondiale étant de 2,6 (voir fig. III ci-dessous).

19. Le pays continue de faire face à des difficultés importantes, son environnement naturel unique subissant la pression de l'urbanisation, d'une croissance démographique très rapide, de l'augmentation de la pollution de l'air, de la quantité de déchets, de la montée du niveau de la nappe phréatique, sans oublier les pressions exercées sur ses habitats naturels. De nombreuses initiatives de la stratégie nationale de développement tentent de surmonter ces difficultés. Par exemple, grâce au projet de réduction des émissions de dioxyde de carbone issues du torchage du gaz et du pétrole par l'utilisation de nouvelles technologies, le volume de torchage par unité d'énergie produite a été réduit de près de moitié par rapport à 2008.

Figure III

Indice de développement humain du Qatar



Note : Le Qatar soutient la comparaison en termes de développement humain avec les pays du Conseil de coopération du Golfe et les cinq pays dont l'indice de développement humain est le plus élevé, mais il a l'empreinte écologique la plus importante.

Bien-être national

20. Traditionnellement, les changements qui se produisent en matière de prospérité d'un pays sont mesurés grâce au produit intérieur brut (PIB) par habitant et à d'autres indicateurs macroéconomiques, et, d'une manière plus générale ces 25 dernières années, grâce à l'indice de développement humain et à d'autres indices composites. Récemment, il est devenu de plus en plus évident que les indicateurs classiques ne sont pas suffisants pour apprécier la réussite d'un pays qui parvient à atteindre ses objectifs nationaux de développement.

21. Une des raisons à cela est qu'une prospérité croissante en termes économiques peut s'accompagner de graves problèmes, comme ceux auxquels le Qatar doit faire

face. Il s'agit, par exemple, de la dégradation de l'environnement, notamment une croissance démographique et urbaine trop rapide et ses externalités négatives que sont la circulation, la pollution de l'air et les pressions exercées sur les services publics, ainsi que les problèmes de santé, dont les maladies liées au mode de vie moderne comme l'obésité, le diabète et le stress. Dans un laps de temps relativement court, le Qatar a atteint le niveau de revenu par habitant le plus élevé au monde et a accédé à la prospérité matérielle. Cependant, ces progrès ont été réalisés au prix d'une dégradation importante de la qualité de vie, notamment par l'effritement de la cohésion familiale et la remise en cause des valeurs traditionnelles qataries.

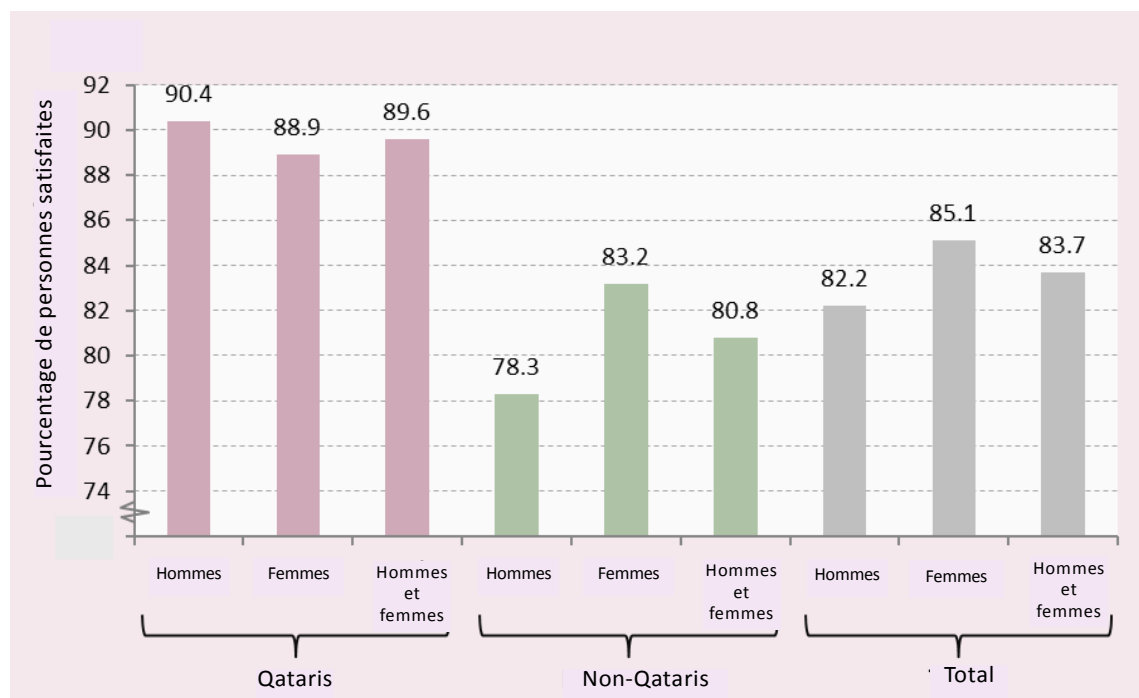
22. Les mesures du bien-être national fournissent des indications aux décideurs politiques et aux citoyens sur les progrès sociaux et économiques. Elles peuvent, par exemple, permettre aux décideurs de cibler les groupes dont il a été démontré qu'ils sont les moins avantagés en termes de bien-être. Elles peuvent aussi aider les gens à prendre des décisions susceptibles d'influencer leur bien-être futur.

23. De manière générale, les évaluations de la qualité de vie s'appuient traditionnellement sur les réponses données à une seule question, par laquelle on demande aux répondants d'imaginer une échelle graduée de 0 (la pire vie possible) à 10 ou 5 (la meilleure vie possible) et de donner un score, compris entre 0 et 10 (ou entre 1 et 5, comme dans l'enquête en grappes à indicateurs multiples menée par le Qatar en 2012), qui reflète au mieux leur niveau général de satisfaction. Cette méthode unidimensionnelle, souvent utilisée dans les enquêtes du type des sondages Gallup, a également été incluse dans l'enquête en grappes à indicateurs multiples réalisée au Qatar.

24. Une méthode plus approfondie et plus détaillée, qui décompose la satisfaction générale en plusieurs éléments, se concentre sur l'évaluation d'aspects ou domaines particuliers de la vie d'une personne, comme le degré de satisfaction par rapport à son état de santé ou ses relations personnelles. Ces évaluations par domaine, elles aussi fondées sur des réponses à des questions uniques, peuvent être utilisées indépendamment l'une de l'autre ou comme un tout, pour en dégager une mesure composite générale de la satisfaction existentielle, au lieu de se fonder sur les seules réponses à une question unique. C'est cette dernière approche qu'a adoptée le Qatar dans son enquête en grappes à indicateurs multiples pour obtenir des données plus détaillées de la satisfaction personnelle dans différents domaines, puis en tirer une mesure composite générale. À partir de huit domaines, celle-ci fournit une évaluation plus réaliste de la satisfaction générale face à la vie qu'une mesure reposant sur les réponses données à une question unique.

25. Dans l'ensemble, 84 % des répondants à l'enquête menée par le Qatar en 2012 ont indiqué qu'ils étaient très ou plutôt satisfaits de leur vie (voir fig. IV ci-dessous). Un pourcentage légèrement plus élevé de femmes que d'hommes se sont déclarées satisfaites (85 % contre 82 %). À l'inverse, 16 % des personnes interrogées se sont dites moins satisfaites de leur vie. Les Qataris sont beaucoup plus satisfaits que les non-Qataris; le groupe le moins satisfait, c'est-à-dire celui des hommes non-Qataris de 25 à 49 ans qui n'ont pas reçu d'éducation secondaire, appelle une attention particulière. Le Gouvernement entend suivre de près l'évolution des niveaux de satisfaction dans le temps pour déterminer l'effet qu'exerce sa propre action en faveur du développement.

Figure IV
**Pourcentage d'hommes et de femmes qataris et non qataris
satisfaits de leur vie, 2012**



Source des données : Enquête en grappes à indicateurs multiples de l'Autorité statistique du Qatar, 2012.

III. Croissance rapide de la population : un défi à relever en termes tout ensemble de planification et de réalisation

26. Durant l'application de la stratégie nationale de développement, la population du Qatar a continué de croître à un rythme exceptionnel, soit 6,7 % par an en moyenne entre 2008 et 2013. Entre 2012 et 2013 seulement, la population s'est accrue globalement de plus de 200 000 personnes et a franchi pour la première fois la barre des 2 millions. L'augmentation attendue entre 2013 et 2014 avoisinerait 250 000 personnes. Ce niveau élevé de croissance, qui ne peut pas durer, résulte essentiellement d'un flux massif et continu d'expatriés, pour la plupart de jeunes travailleurs peu qualifiés.

27. L'augmentation rapide de cette population d'expatriés est alimentée par un ambitieux programme de nouvelle infrastructure, dont un aéroport, un port maritime, un métro, des écoles et des hôpitaux, ainsi que des stades destinés à accueillir la Coupe du monde 2022 organisée par la Fédération internationale de football association (FIFA) et à répondre aux futures aspirations du pays. Ce phénomène n'épargne aucun des domaines de développement, dont les équipements collectifs et les installations, en particulier à Doha et dans ses environs, où le gros de la population se concentre.

28. Il existe de bonnes raisons de ne pas limiter l'offre de main-d'œuvre, car cela pourrait retarder de façon préjudiciable l'achèvement des projets en cours. Dans l'ensemble, la population nombreuse des expatriés est favorable à la croissance économique du pays, mais cela crée aussi une situation dans laquelle la production est fortement dépendante de la présence de non-Qataris.

29. Il reste que ce nombre croissant d'expatriés qui viennent grossir la main-d'œuvre pose une série de problèmes pour les stratégies de planification nationale comme sectorielle. Sans compter la forte pression exercée sur les secteurs économiques nécessaires pour répondre aux besoins des travailleurs et de leur famille, les risques suivants apparaissent :

a) Société : l'infrastructure sociale existante, dont les écoles, les hôpitaux et les habitations à bon marché, n'a pas la capacité de répondre aux besoins d'une population d'expatriés qui croît très rapidement, et certains Qataris peuvent se sentir exclus de certains services;

b) Culture : les valeurs traditionnelles et l'identité de la culture qatarie arabe et islamique risquent de se trouver diluées, même si les interactions peuvent être limitées par les barrières linguistiques ou socioculturelles;

c) Économie : si, pour une raison quelconque, les expatriés venaient à quitter le pays en grand nombre, il s'ensuivrait non seulement une perte de capacité productive ainsi que des retards dans la réalisation des projets, mais aussi un ralentissement économique du fait de l'arrêt de leur consommation;

d) Environnement : les dégradations importantes (embouteillages, rareté des biens fonciers urbains due à la pénurie, etc.) qui sont déjà constatées vont s'accroître jusqu'à ce que la construction d'une nouvelle infrastructure permette de répondre aux besoins de la population en tenant compte des nouveaux comportements;

e) Sûreté et sécurité : la sûreté des bâtiments pourrait être compromise, les accidents de la route et le nombre de blessés plus élevés et le système de justice pénale surchargé.

30. Ces problèmes sont aggravés du fait d'un apport de population qui se caractérise par sa diversité ethnique et sa disparité en termes de qualification, puisqu'il comporte, pour le grand nombre de travailleurs expatriés, 50 % d'ouvriers semi-qualifiés et 25 % d'ouvriers non qualifiés. Le taux d'alphabétisation est, en règle générale, relativement faible. En outre, la grande majorité de ces travailleurs est issue de pays non arabes, notamment d'Asie du Sud, la plupart d'entre eux ne comprenant ou ne parlant pas l'arabe, ni même l'anglais.

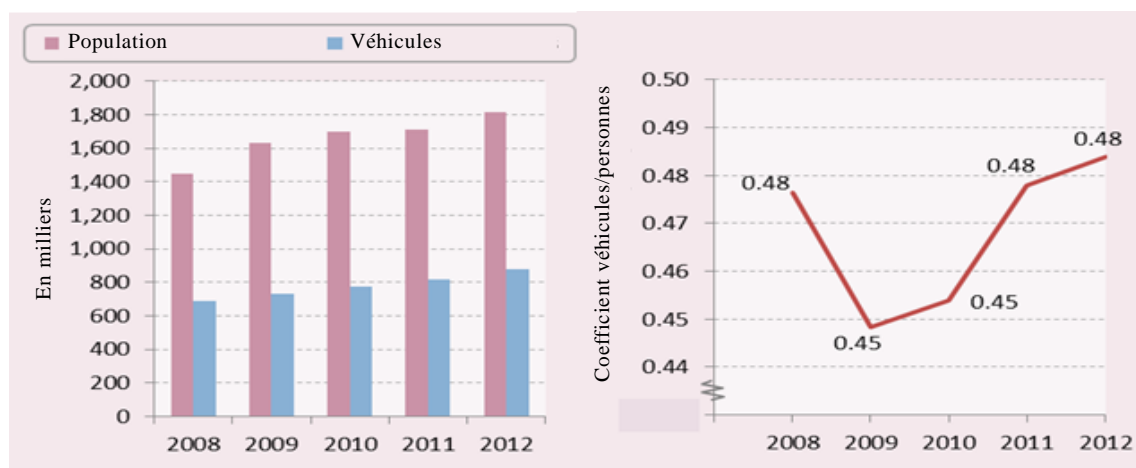
Accroissement de la circulation et sécurité routière

31. L'accroissement rapide de la population a entraîné une forte augmentation du nombre de véhicules immatriculés de tous types, notamment à Doha et dans ses environs (voir tableau 1 ci-dessous). De 2008 à 2012, cette augmentation, qui a suivi le rythme d'accroissement de la population, a été de 6 % en moyenne par an (voir fig. V ci-dessous), ce qui a provoqué plus d'embouteillages et d'accidents, ainsi qu'une hausse du taux d'émission de dioxyde de carbone et une détérioration de la qualité de vie. Le risque d'accidents de la circulation s'est accru du fait d'un nombre plus élevé de véhicules lourds (voir tableau 1), ce qui s'explique par le nombre croissant de gigantesques projets d'infrastructure, notamment la construction de routes.

Tableau 1
Augmentation du nombre de véhicules immatriculés, de 2008 à 2012
 (En milliers)

Année	Voitures particulières	Autobus et camions (secteur privé)	Véhicules lourds et remorques	Taxis et autobus réservés aux autorités, à la police et aux diplomates	Motocyclettes	Total
2008	432,6	173,3	42,7	30,5	10,7	689,8
2009	456,4	187,2	47,6	30,0	11,5	732,7
2010	484,9	186,8	57,7	31,7	11,5	772,5
2011	515,6	197,5	59,4	31,9	12,6	816,9
2012	562,3	211,4	58,1	32,8	12,5	877,1
Croissance annuelle en pourcentage						
2008-2012	6,6	5,0	7,7	1,8	4,0	6,0
Variation en pourcentage 2008-2012						
2008-2012	30,0	22,0	36,1	7,4	17,4	27,2

Figure V
Augmentation du nombre de véhicules à moteur, de 2008 à 2012



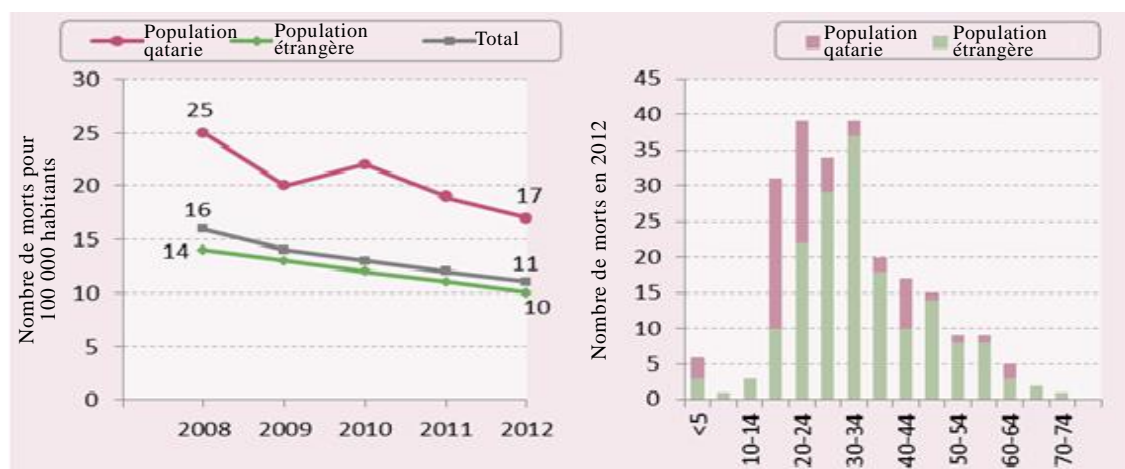
Note : L'augmentation du nombre de véhicules à moteur reflète la croissance de la population. Taux annuels moyens de croissance pour la période 2008-2012 : population = 5,6 % ; véhicules = 6,0 %.

32. De 2008 à 2012, le nombre total d'accidents ayant causé des morts et des blessés a augmenté de 31 %, soit un taux annuel de 7 %, ce qui est légèrement supérieur au pourcentage correspondant à l'augmentation du nombre de véhicules immatriculés durant la même période, soit 27 %. Les accidents ayant causé des blessés légers sont ceux qui ont le plus augmenté (37 %), alors que ceux ayant causé des blessés graves n'ont augmenté que de 4 %. Les décès ont diminué de 11 % et le taux de mortalité par accident de la route pour 100 000 habitants a chuté à 11 en 2012.

33. La réalisation des projets relatifs à la sécurité routière inscrits dans la stratégie nationale de développement a permis de faire baisser le nombre de décès par accident de la route dans une assez forte proportion, mais le nombre d'accidents pour 100 000 habitants a quant à lui augmenté, passant de 317 en 2008 à 328 en 2012. La baisse du nombre de décès par accident peut être imputée en partie à une vitesse moins élevée du fait d'une circulation routière plus dense, de services d'intervention d'urgence plus rapides et de soins de meilleure qualité. Malgré cette baisse globale, des initiatives ont été prises dans le cadre de la stratégie nationale de développement pour remédier à trois aspects de cette mortalité (voir fig. VI ci-dessous) :

- a) Le taux élevé de morts dans la population qatarie : alors même que le nombre de morts par accident pour 100 000 habitants est tombé de 25 en 2008 à 17 en 2012, il reste supérieur de plus de 50 % au taux de mortalité moyen du pays;
- b) Le grand nombre de jeunes âgés de 15 à 24 ans tués dans des accidents de la route, notamment parmi les Qataris : pour ceux-ci, il est proportionnellement très élevé;
- c) Le pourcentage élevé de piétons tués dans des accidents de la route : il a toutefois chuté de 32 % à 28 % en 2012. Cette baisse est encore loin de l'objectif fixé dans la stratégie nationale de développement, qui voulait la limiter à 17 % d'ici à 2016. Les piétons tués sont en majorité des hommes n'ayant pas la nationalité qatarie, âgés de 20 à 44 ans, ce qui correspond à la tranche d'âge de la main-d'œuvre étrangère.

Figure VI
Décès par accident de la route



Source : Bureau de statistique du Qatar (diverses années) et données du Ministère de l'intérieur pour 2012, Conseil suprême de la santé (2013).

Note : Le taux de mortalité par accident de la route est en baisse mais il reste très élevé parmi les jeunes Qataris.

34. Parmi la population qatarie, le plus grand nombre de morts a été enregistré dans le groupe d'âge des 15-19 ans, puis dans celui des 20-24 ans. Quelque 35 % des tués sont des automobilistes, la vitesse excessive et une conduite imprudente ayant été signalées comme deux cofacteurs importants. Les jeunes conducteurs

qataris, dont la conduite imprudente pourrait être à l'origine d'un grand nombre de ces décès, sont la cible de campagnes éducatives, notamment dans les lycées.

Les jeunes, cœur de cible des politiques et des programmes

35. Au Qatar, les jeunes sont considérés comme un facteur humain important de développement et de bons vecteurs d'un changement social positif. Tirer parti de leurs idéaux, de leur enthousiasme et de leur créativité, et favoriser l'innovation technologique, cela peut contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs nationaux de développement. C'est en menant une action coordonnée et en investissant à titre prioritaire dans cette catégorie de la population que le pays pourra s'orienter vers une économie diversifiée et fondée sur la connaissance. Les jeunes Qataris, de plus en plus nombreux (voir tableau 2 ci-dessous), font face à plusieurs difficultés exposées ci-après.

Tableau 2

Les jeunes (15-24 ans) au Qatar de 2000 à 2012

(En milliers)

	2000	2005	2010	2012
Qataris	31,0	37,6	47,7	50,5
Étrangers	55,1	117,2	204,8	231,2
Total	86,1	154,8	252,5	281,7
Jeunes, en pourcentage de la population totale	14,0	17,1	14,9	15,4

Source : Bureau de statistique du Qatar (2013), estimation à la mi-2013.

Note : La population jeune croît rapidement au Qatar.

Modification des paramètres démographiques et socioéconomiques

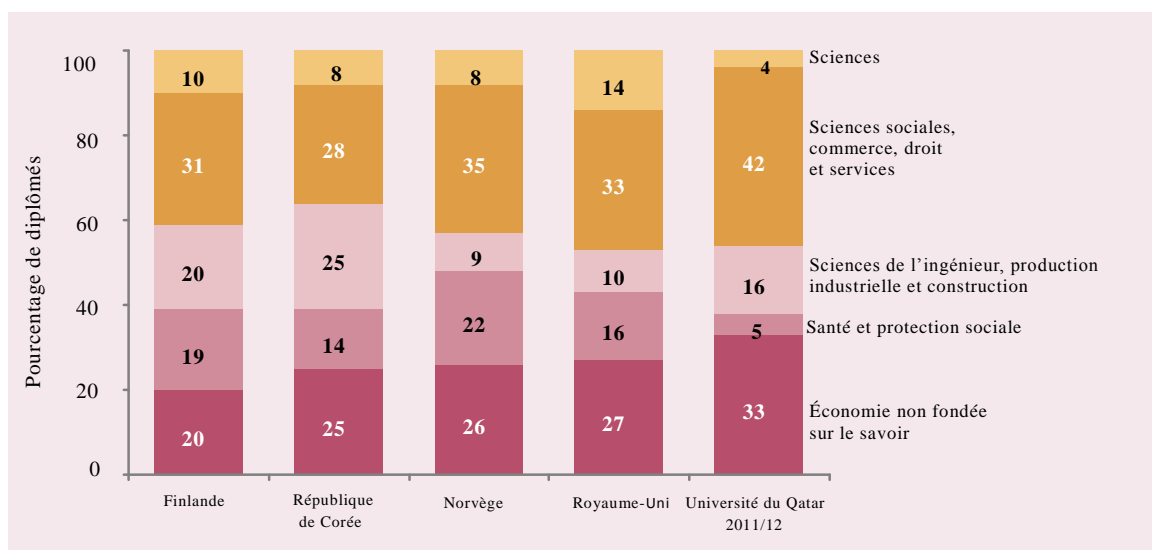
36. Le Qatar connaît plusieurs changements démographiques, dont un âge plus élevé au premier mariage, une natalité en baisse, l'augmentation du nombre de couples sans enfant et un taux de divorce à la hausse. La jeunesse qatarie est touchée par la mondialisation, en particulier pour la révolution dans l'informatique et les technologies des communications, à la fois de façon positive et négative. Ce phénomène favorise la compréhension interculturelle et la tolérance, ainsi que le dialogue entre générations.

Renforcement des connaissances et amélioration des compétences

37. Soucieux de s'aligner sur les normes mondiales, le Qatar a investi massivement dans l'infrastructure de l'éducation et de la formation à tous les niveaux, afin d'offrir aux jeunes Qataris de multiples possibilités. Toutefois, les résultats en matière d'éducation, tels qu'ils ressortent des examens nationaux et internationaux de mathématiques, de sciences et d'anglais, ne progressent pas de façon satisfaisante en dépit de réformes menées au fil d'une décennie. Il faut inciter plus fortement les jeunes, notamment les garçons, à embrasser jusqu'au bout l'enseignement de niveau tertiaire. Les Qataris doivent acquérir par des formations appropriées le savoir et les compétences nécessaires pour être compétitifs dans une

économie fondée sur la connaissance (voir fig. VII ci-dessous), dans un monde d'échanges culturels, dont les frontières disparaissent de plus en plus. L'éducation doit favoriser la pensée analytique et critique, la créativité et l'esprit d'innovation.

Figure VII
Cursus suivis par les diplômés de l'université

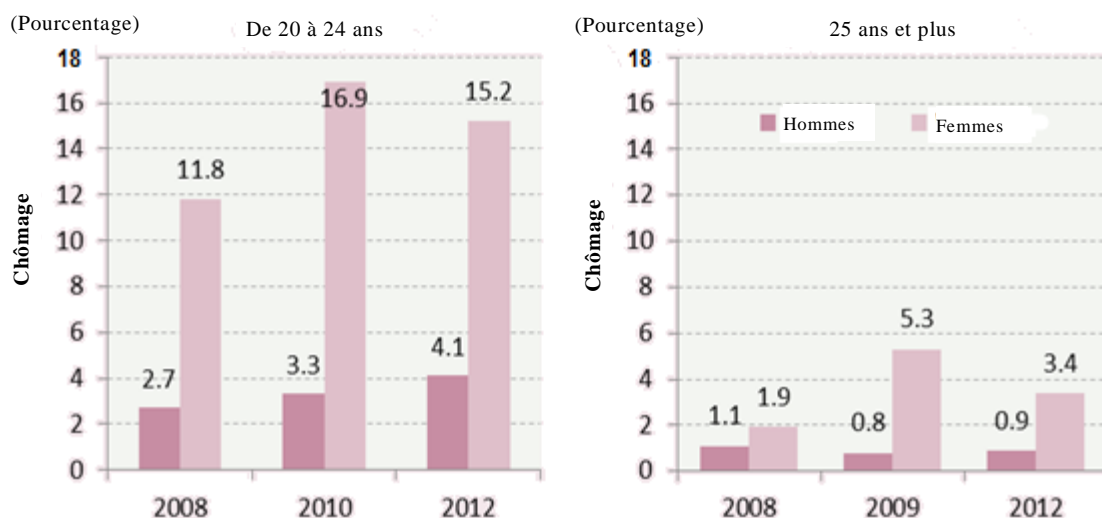


Note : La stratégie nationale de développement encourage la transition vers une économie du savoir. En 2012, 33 % des diplômés de l'Université du Qatar avaient suivi des cours conçus pour une économie non fondée sur le savoir.

Renforcer la participation à la vie active

38. Au Qatar, le taux de chômage est extrêmement peu élevé, sauf parmi les femmes qui arrivent sur le marché du travail (voir fig. VIII ci-après). Des choix et des possibilités jusque-là inimaginables s'offrent aux jeunes Qatariens d'accéder à la vie professionnelle. Toutefois, nombre d'entre eux sont dépourvus des compétences et des qualifications voulues pour en tirer pleinement parti. L'aspiration à la diversification économique du Qatar passe par le renforcement du capital humain du pays, pour que celui-ci puisse s'appuyer sur une population active plus productive et plus expérimentée. Étant donné que le nombre de Qatariens qui frappent à la porte des entreprises pour la première fois est chaque année nettement inférieur aux besoins de l'économie, il est impératif que les structures incitatives soient optimisées, pour que les jeunes actifs soient mieux représentés dans les secteurs exigeant des compétences pointues. Des programmes « de seconde chance » ont été mis en place, grâce auxquels les jeunes Qatariens qui ne sont pas allés au terme de l'enseignement secondaire peuvent préserver leurs chances de réussite dans la vie, ce qui évite de gaspiller de précieuses ressources humaines et accroît la proportion de Qatariens actifs.

Figure VIII
Taux de chômage (2008-2012)



Sources : Enquêtes de l'Autorité qatarienne de statistique sur la population active (2008-2012) et recensement de 2010.

Note : Les taux de chômage constatés entre 2008 et 2012 étaient généralement faibles, mais relativement élevés chez les jeunes femmes qataries.

Améliorer la santé et le bien-être de la population

39. Comme dans la plupart des pays riches, on enregistre au Qatar une forte prévalence de la surcharge pondérale et de l'obésité parmi les jeunes. L'Université du Qatar s'efforce de lutter contre ce phénomène au moyen d'une approche cognitive-comportementale adaptée, qui a été élaborée dans le cadre de partenariats intersectoriels et internationaux établis, entre autres, avec la Hamad Medical Corporation, le Conseil suprême de l'éducation, Aspire Zone, l'Imperial College de Londres et la Leeds Metropolitan University. Des initiatives sont également menées auprès des jeunes, axées sur la prise en charge responsable de soi-même, la lutte contre les comportements à risques et un style de vie sain et actif.

Donner aux jeunes des moyens d'agir et promouvoir leur participation à la vie civique

40. Les jeunes hommes et femmes d'aujourd'hui sont les travailleurs, les parents, les citoyens et les dirigeants de demain. Ils ont besoin d'un environnement porteur dans lequel ils soient encouragés à s'épanouir et à participer au développement du Qatar. Ils constituent un atout pour leurs communautés respectives. Il est nécessaire de mettre en place des filières qui garantissent leur intégration et leur participation à tous les aspects du développement, notamment grâce au volontariat. Il faut proposer aux jeunes des possibilités de participer davantage, non seulement dans le secteur public, mais aussi dans le secteur privé, grâce à des partenariats axés sur les marchés, sur la formation à l'exercice de responsabilités et sur la création d'entreprises et l'acquisition de l'esprit d'entreprise par les jeunes.

41. Sur la base d'une étude détaillée réalisée en vue de l'intégration systématique des jeunes au développement national, cinq recommandations générales ont été formulées à l'intention du Gouvernement :

- Élaborer un document-cadre de politique générale en vue de l'instauration de filières qui permettent aux jeunes de jouer un rôle significatif à tous les niveaux de la société;
- Étendre les mesures d'incitation et les possibilités offertes aux jeunes d'acquérir des qualifications poussées dans des secteurs de connaissance, de compétence et de communication qui correspondent à la demande du marché du travail et soient porteuses de valeur ajoutée aux niveaux personnel, local et national;
- Renforcer les mesures propres à accroître la participation des jeunes sur un marché du travail qui se diversifie de plus en plus et à y réinsérer ceux qui n'exploitent pas tout leur potentiel;
- Réexaminer et perfectionner les politiques qui contribuent à la bonne santé et au bien-être des jeunes en les encourageant à se prendre en charge de façon responsable, ainsi que les mesures de prévention propres à faire reculer la prévalence de comportements à risques et de styles de vie nuisibles parmi les jeunes;
- Faire en sorte que l'ensemble de la législation et de la réglementation nationales créent des conditions propices à une participation effective des jeunes aux processus de développement.

42. À l'appui de ces recommandations, il a été proposé qu'un organisme unique, spécialisé dans les questions intéressant les jeunes, coordonne la préparation et la mise en œuvre d'une politique nationale pour l'épanouissement des jeunes, comprenant des programmes intersectoriels. En 2013, à l'occasion de la restructuration du secteur public entreprise par le Gouvernement, un nouveau Ministère de la jeunesse et des sports a été créé pour donner effet à ces recommandations.

IV. Conclusions : quelques enseignements tirés de l'examen à mi-parcours de la stratégie nationale de développement

Il est important que les organismes se dotent d'un plan exécutif

43. La bonne gouvernance repose sur des agents d'exécution connectés les uns aux autres et bien coordonnés dans le cadre d'une structure cohérente qui appuie la réalisation. Produits et objectifs doivent être incorporés dans les systèmes de gestion des organisations afin de renforcer l'adhésion. Ministères et organismes doivent se doter chacun de leur propre plan exécutif stratégique, au cœur duquel doivent figurer les priorités de la stratégie nationale de développement. Un plan exécutif doit présenter les capacités institutionnelles et les ressources humaines requises, les systèmes organisationnels et administratifs à mobiliser, le budget et les activités d'appui à mettre en place, notamment les systèmes et banques de données informatiques, ainsi que les manuels de procédure et les protocoles à appliquer. Il doit aussi déterminer quels sont les partenaires stratégiques clefs qui appuieront l'exécution. Un système efficace de gestion de la performance doit être mis en place pour que l'ensemble du personnel soit comptable du résultat final.

Mécanismes de collaboration sectoriels, intersectoriels et interorganisations

44. Il est primordial, pour que les produits et les objectifs de la stratégie nationale de développement soient réalisés, d'instaurer des mécanismes de collaboration sectoriels, intersectoriels et interorganisations. Si les ministères et organismes chefs de file conserveront la responsabilité d'ensemble des projets entrepris dans le cadre de la stratégie, il est nécessaire que d'autres entités compétentes assument la responsabilité de l'exécution de certains de ces projets ou de leurs principaux éléments.

45. Une coopération de qualité doit également s'instaurer avec le secteur privé et avec des organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque mondiale et l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN), tout comme une coopération régionale avec les États du Golfe. On plaide actuellement pour la généralisation des échanges de données et de l'intégration des systèmes au sein d'un même secteur et d'un secteur à l'autre.

La constitution de ressources humaines

46. Une condition préalable essentielle au succès de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement est la constitution de capacités – qu'il s'agisse des compétences requises pour la gestion des projets ou de connaissances spécialisées. Dans nombre de ministères et d'organismes, les effectifs techniques sont insuffisants pour faire face à la multiplication des projets, des réglementations et des activités nécessaires à leur application. L'appui de spécialistes – notamment au moyen de l'externalisation – est requis pour qu'il soit possible d'améliorer l'information, les processus, les systèmes et la législation existants, afin que le personnel technique des ministères et des organismes puisse s'acquitter efficacement des tâches qui lui seront confiées.

Médias et communication

47. De multiples parties prenantes de tous les secteurs – organismes gouvernementaux, industrie, monde universitaire, organisations non gouvernementales, simples citoyens – peuvent contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement. Mais une stratégie de communication globale à long terme est nécessaire pour les motiver, qui renforce la transparence, mobilise des soutiens, expose clairement les objectifs et rend compte des progrès accomplis.

48. Cette stratégie de communication devra viser à faire mieux connaître la stratégie nationale de développement et à y sensibiliser les secteurs cibles. Elle devra être fondée sur des faits et s'adresser à différents publics. À l'heure actuelle, on a recours à un certain nombre de modes de communication – Internet, médias nationaux, interactions directes et communications écrites. L'élaboration de nouveaux contenus destinés au Web et de nouvelles fonctionnalités sur les sites, la rédaction de lettres d'information électroniques et de bulletins destinés aux réseaux sociaux, ainsi que la tenue de réunions régulières avec les parties prenantes, auront pour effet de rendre plus efficace la stratégie de communication pendant la période 2014-2016.